

CHAPITRE IV : Vie politique et société en France

- Leçon 1 : Le retour à la vie démocratique**
- Leçon 2 : Les crispations des années 1930**
- Leçon 3 : Le Front populaire, une solution aux crises ?**
- Leçon 4 : La France de Vichy**
- Leçon 5 : Le régime des « anti »**
- Leçon 6 : La France qui résiste**
- Leçon 7 : Un projet pour la France, le programme du CNR**
- Leçon 8 : Les crises et la fondation de la V^e République**
- Leçon 9 : La V^e République et ses contestations (1958-1968)**
- Leçon 10 : Les transformations de la société française**
- Leçon 11 : Les années Mitterrand (1981-1995)**
- Leçon 12 : Les années Chirac (1995-2007)**

Thème 1 - La République de l'entre-deux-guerres : victorieuse et fragilisée

CONNAISSANCES

- Les années 1920 : la fin de l'Union sacrée et les forces politiques dans une France victorieuse.
- Les années 1930 : la République en crise et le Front populaire.

DÉMARCHES

L'étude s'appuie sur l'exemple du Congrès de Tours.
L'étude s'appuie sur des images significatives et quelques mesures emblématiques du Front populaire.

CAPACITÉS

- Connaître et utiliser le repère suivant :
- victoire électorale et lois sociales du Front populaire : 1936
- Décrire :
- l'impact de la Révolution russe en France,
 - les principaux aspects de la crise des années 1930,
 - les principales mesures prises par le Front populaire en montrant les réactions qu'elles suscitent.

Thème 2 - Effondrement et refondation républicaine (1940-1946)

CONNAISSANCES

La défaite de 1940 entraîne le renversement de la III^e République.
Le régime de Vichy, autoritaire et antisémite s'engage dans la voie de la collaboration avec l'Allemagne nazie.
En liaison avec la France libre, la Résistance intérieure lutte contre l'occupant et porte les valeurs de la République.
La Libération marque le retour à la République.

DÉMARCHES

Pétain et de Gaulle illustrent les deux attitudes devant la défaite militaire. On présente les conditions de l'armistice et on explique le renversement de la République.
La politique du régime de Vichy et sa collaboration avec l'Allemagne nazie sont présentées en s'appuyant sur quelques exemples de ses décisions et de ses actes.
La Résistance est abordée à travers l'exemple d'un réseau, d'un mouvement ou d'un maquis. Une mise en perspective permet d'expliquer la place de la France libre, ses liens avec la Résistance intérieure et le rôle qu'elle a joué dans son unification.
L'étude du programme du CNR ou du préambule de la Constitution de 1946 met en évidence la volonté de refonder les valeurs républicaines en relation avec les grandes réformes de la Libération.

CHAPITRE IV : Vie politique et société en France

CAPACITÉS

Connaître et utiliser les repères suivants :

- Appel du général de Gaulle : 18 juin 1940,
- Régime de Vichy 1940-1944,
- fondation du Conseil National de la Résistance par Jean Moulin : 1943,
- libération de la France, rétablissement de la République (la IV^e), droit de vote des femmes, Sécurité sociale : 1944-1945.

Raconter la défaite et expliquer ses conséquences, l'armistice et la fin de la III^e République

Décrire :

- quelques aspects de la politique du régime de Vichy révélateurs de son idéologie,
- les principales mesures prises à la Libération (dont le droit de vote des femmes).

Raconter :

- la vie d'un réseau, d'un mouvement ou d'un maquis en montrant les valeurs dont se réclament les hommes et les femmes de la Résistance.

Thème 3 - La V^e République à l'épreuve de la durée

CONNAISSANCES

La présidence du général de Gaulle marque une nouvelle conception de la République et de la démocratie.

L'exercice du pouvoir suscite des contestations :

- dans la rue : crise de mai 1968 ;
- dans les urnes : depuis 1981, les élections apportent l'alternance.

La société française a connu de profondes évolutions :

- l'immigration la transforme,
- des débats la traversent.

DÉMARCHES

On met en évidence quelques grandes caractéristiques de cette présidence : suprématie du pouvoir exécutif, volonté de réaffirmer la puissance française. (Les institutions sont étudiées dans le cadre de l'éducation civique). L'étude s'appuie sur quelques images significatives.

On s'attache à la période 1981-1986 (la première alternance) et aux politiques menées.

L'étude met en évidence le rôle des migrations dans la croissance économique des Trente Glorieuses et les enjeux actuels.

On étudie, en s'appuyant sur un exemple au choix d'évolution de la société, les réponses législatives apportées par la République à ces mutations et les débats qu'elles engendrent.

CAPACITÉS

Connaître et utiliser les repères suivants :

- les années de Gaulle : 1958-1969,
- les années Mitterrand : 1981-1995,
- les années Chirac : 1995-2007.

Caractériser :

- les grands choix politiques du général de Gaulle,
- l'alternance sous la V^e République,
- l'évolution de l'immigration en France depuis 1945.

Notes

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

CHAPITRE IV :

Vie politique et société en France

1 Leçon 1 : Le retour à la vie démocratique

- Définition de président du Conseil et Union sacrée, p. 166.
- Doc. 1, p. 166 : chronologie.
- Doc. 5, p. 167 [doc. 3, p. 149] : la question de la relation à l'URSS a divisé la gauche.
- Doc. 4, p. 149 : grève des cheminots en France.
- Doc. 6-7, p. 167 [doc. 5, p. 149] : le congrès de Tours et ses conséquences.

Trace écrite : *Le retour à la paix se fait, en France, dans les difficultés matérielles et politiques. Sous l'influence de la Révolution russe un vaste mouvement de grèves radicales éclate début 1920 et le gouvernement les écrase.*

La SFIO organise un congrès important à Tours en 1920 et le parti se divise en deux. Un groupe majoritaire décide à la demande de Marcel Cachin, de suivre l'exemple russe, de s'organiser en parti révolutionnaire et d'adhérer à la III^e internationale, ce sera le Parti Communiste Français. Un autre groupe dirigé par Léon Blum refuse de s'aligner sur les positions de Lénine et veut demeurer un parti démocratique.

2 Leçon 2 : Les crispations des années 1930

- Doc. 1-2, p. 168 [doc. 1, p. 150] : les conséquences de la crise économique jettent des millions de Français dans le dénuement.
- Doc. 3, p. 168 [/] : les milieux d'extrême-droite se développent grâce à ces difficultés sociales et économiques.
- Doc. 4, p. 169 [doc. 3, p. 151] : l'extrême-droite française organise une grande manifestation à Paris le 6 février 1934.
- Doc. 5-6, p. 168 [doc. 4-6, p. 151] : les partis de gauche réagissent en s'unissant.

Trace écrite : *La crise économique qui éclate fin 1929 aux USA a des répercussions très dures en France à partir de 1931. La société française est touchée par la crise économique qui amène une forte hausse du chômage. Ces graves problèmes économiques et sociaux amènent une crise politique. Les partis conservateurs et les ligues extrémistes contestent le régime républicain et démocratique de plus en plus violemment. Une manifestation, le 6 février 1934, a failli tourner au coup d'État. Dès cette époque une tentation fasciste existe en France.*

Les partis de gauche prennent au sérieux cette manifestation et réagissent en s'unissant pour les prochaines élections législatives.

3 Leçon 3 : Le Front populaire, une solution aux crises ?

- Doc. 1, p. 172 [doc. 1, p. 152] : biographie de Léon Blum.
- Doc. 2, p. 172 [doc. 7, p. 151] : chambre des élus en mai 1936.
- Doc. 3-4, p. 173 [doc. 2-6, p. 152-153] : les réformes du Front populaire.
- Doc. 5-6, p. 173 [doc. 7-8, p. 153] : réactions hostiles au Front populaire.

Trace écrite : *Après la crise de février 1934, les partis de gauche s'engagent dans un processus d'union. Ils élaborent un programme commun qui leur permet de gagner les élections de mai 1936, sous la direction de Léon Blum. Eclatent alors des « grèves joyeuses » pour faire pression sur le gouvernement Blum.*

Le gouvernement de Front populaire prend alors une série de mesures lors des accords de Matignon. Les principales concernent les 15 premiers jours de congés payés, la réduction à 40 heures de travail hebdomadaire, la retraite pour les mineurs, la nationalisation d'entreprises. Les effets sociaux sont importants, mais demeurent limités aux niveaux politique et économique.

CHAPITRE IV : Vie politique et société en France

4 Leçon 4 : La France de Vichy

- Doc. du haut, p. 179 [doc. 2-6, p. 159] : chronologie.
- Doc. 6, p. 181 [doc. 1, p. 158] : carte de la France divisée.
- Doc. 1, p. 180 [/] : chronologie.
- Doc. 3, p. 180 [doc. 2, p. 160] : un homme présenté comme « providentiel », Philippe Pétain.
- Doc. 4, p. 180 [doc. 1, p. 160] : le discours de Pétain du 17 juin 1940.
- Doc. 5, p. 181 [doc. 1, p. 162] : les conditions de l'Armistice.
- Doc. 7, p. 181 [doc. 2, p. 162] : la fin de la III^e République, les actes constitutionnels.
- Doc. 1, p. 178 ; 1, p. 182 et doc. 4, p. 183 [doc. 4 et 6, p. 163] : la mise en place de la collaboration et notamment le Service du Travail obligatoire (STO).
- Doc. 3, p. 183 [doc. 7, p. 163] : la « révolution nationale ».
- Doc. 2 et 5, p. 183 [doc. 3 et 5, p. 163] : le statut des Juifs.

Trace écrite : En mai 1940 l'armée allemande (Wehrmacht) attaque la France et écrase ses troupes en 3 semaines. Le 16 juin le Maréchal Pétain devient président du conseil et dès le 17 juin il prend contact avec les nazis pour arrêter la guerre. La capitulation est signée à Rethondes le 22 juin 1940. Les conditions imposées à la France sont très dures. La France est coupée en deux et le Maréchal Pétain n'a d'autorité que sur la moitié sud du pays. L'État français met en place une « Révolution Nationale » avec la devise « Travail, Famille, Patrie » et des valeurs réactionnaires. Les Français de Vichy ont mis en place dès le 3 octobre 1940 (avant le début de la collaboration officielle avec l'Allemagne) un statut pour les Juifs et ont prêté main forte aux nazis à tous les niveaux.

5 Leçon 5 : La France qui résiste

- Doc. 1, p. 184 [/] : chronologie.
- Doc. 2, p. 184 [doc. 2, p. 160] : Charles de Gaulle, biographie.
- Doc. 3, p. 184 [doc. 4, p. 161] : discours du 18 juin 1940.
- Doc. 5, p. 185 [doc. 6 et 7, p. 161] : les forces de la France libre.
- Doc. 4, p. 185 [doc. 1, p. 168] : Jean Moulin, biographie.
- Doc. 6, p. 185 [/] : les instructions de De Gaulle à Jean Moulin.
- Docs. p. 186-187 [docs. p. 164-165] : un exemple de réseau de résistance.

Trace écrite : Face à la position de Pétain, le général de Gaulle estime qu'il faut continuer à se battre contre l'Allemagne nazie aux côtés de l'Angleterre en utilisant les ressources de l'empire colonial français et les productions d'armement des USA. Il fait en ce sens un discours décisif à la BBC de Londres le 18 juin 1940 : c'est l'acte de naissance de la Résistance française.

Durant toute la guerre, les résistants vont chercher à lutter contre le régime de Vichy et l'Allemagne nazie par tous les moyens possibles : informations, sabotages, assassinats, renseignements, etc. Peu nombreux les premières années, civils et militaires vont l'être de plus en plus à partir de 1943 et s'engageront contre l'occupation nazie et le régime de Vichy. Sous l'autorité de Jean Moulin (sur le terrain) et du général de Gaulle (à l'extérieur), tous les groupes de résistants vont s'unir dans le Conseil National de la Résistance pour lutter contre les fascistes et préparer l'avenir du pays.

CHAPITRE IV : Vie politique et société en France

7 Leçon 7 : Un projet pour la France, le programme du CNR

- Doc. 1, p. 190 [doc. 3, p. 171] : le programme du Conseil National de la Résistance (CNR).
- Doc. 4, p. 191 [/] : la mise en place de la Sécurité Sociale.
- Doc. 3, p. 191 [doc. 4, p. 171] : premier vote des femmes.
- Doc. 2, p. 191 [doc. 6, p. 171] : les nationalisations de l'après-guerre.
- Doc. 5, p. 191 [doc. 5, p. 171] : mise en place de la IV^e République.

Trace écrite : En 1944, au moment où l'avenir des régimes nazis et pétainistes sont scellés, le Conseil National de la Résistance élabore un programme de « refondation de la République. » Ce texte très important va définir les grandes orientations du pays après la guerre.

Ce programme prévoit de rétablir la République et la démocratie et d'effacer les décisions du Régime de Vichy. C'est lui qui instaurera le droit de vote pour les femmes et créera la Sécurité Sociale qui assure à tous les Français les soins nécessaires et une retraite. Enfin il faut « un retour à la nation des grands moyens de production » ce qui amènera de nombreuses entreprises à être nationalisées (Renault, Crédit Lyonnais, ainsi que les sociétés de production et de distribution de gaz et d'électricité). Plusieurs d'entre elles étaient dirigées par des collaborateurs (Renault). Ce programme a dessiné les contours de la société française jusqu'à ces dernières années.

8 Leçon 8 : Les crises et la fondation de la V^e République

- Doc. 1, p. 198 [/] : chronologie.
- Doc. 2-3, p. 198 [doc. 1-3, p. 178] : crise en Algérie.
- Doc. 4, p. 198 [doc. 4, p. 178] : De Gaulle veut « être utile à la France ».
- Doc. 5, p. 199 [doc. 5 et 6, p. 178] : De Gaulle investi comme président du conseil.
- Doc. 6, p. 199 [doc. 7, p. 179] : référendum pour la V^e République.

Trace écrite : La IV^e République qui était un régime parlementaire n'a pas su régler la question algérienne. En 1958, le général de Gaulle apparaît comme le seul recours pour éviter la guerre civile en France, en plus d'une guerre coloniale en Algérie. Devenu le président du Conseil le 1^{er} juin 1958, il met en place un régime présidentiel, la V^e République, qui sera approuvée par référendum (28 septembre 1958).

9 Leçon 9 : La V^e République et ses contestations (1958-1969)

- Doc. 1, p. 200 [doc. 7, p. 179] : chronologie.
- Doc. 2, p. 200 et 3, p. 205 [doc. 3, p. 181] : les pouvoirs du président sous la V^e République.
- Doc. 3-4, p. 200 [doc. 4, p. 181] : relation au peuple et référendum.
- Doc. 5, p. 201 [/] : résolution de la guerre d'Algérie.
- Doc. 7, p. 201 [/] : désengagement en Indochine.
- Doc. 6, p. 201 [doc. 5, p. 181 et p. 182-183] : politique d'indépendance nationale.
- Docs. p. 204-205 [docs p. 184-185] : contestation du pouvoir gaulliste en mai 1968.

Trace écrite : Durant plus de dix années, le général de Gaulle a été le chef de l'État et a imprimé sa marque à la vie politique française. Il a toujours eu une forte relation au peuple français en le consultant régulièrement par référendum. De plus, il a doté la France de l'arme nucléaire (1960) et mis fin à la guerre d'Algérie en 1962. Voulant assurer à la France une totale indépendance face aux USA, il prit la décision en 1966 de se retirer de l'OTAN tout en demeurant dans l'Alliance Atlantique. De manière générale, de Gaulle a voulu rendre à la France son statut de grande puissance.

En mai 1968, le général de Gaulle fait face à une opposition des étudiants français qu'il comprend mal. Durant près d'un mois, Paris est continuellement occupée par les étudiants, rejoints par les mécontents de tous types. Il arrive à s'imposer le 30 mai et à gagner les élections législatives des 23 et 30 juin 1968, mais il n'est plus en phase avec le peuple français et démissionne en 1969 après l'échec d'un référendum sur une question secondaire (régionalisation).

CHAPITRE IV : Vie politique et société en France

10 Leçon 10 : Les transformations de la société française

- Définition : immigré, regroupement familial, xénophobie, p. 28.
 - Doc. 1-2, p. 28 [doc. 1, p. 20] : chronologie des migrations.
 - Doc. 6, p. 29 [doc. 2, p. 22] : la population étrangère en France.
 - Doc. 4, p. 28 : le cas d'une famille d'immigrés algériens.
- ▶▶ Texte sur la venue des Arméniens en France :

Questions

1. Depuis sa naissance, cette Arménienne a dû faire face à quels traumatismes ?

– Réponse : le Génocide de 1915 perpétré par l'État turc puis la reconquête en 1921 par les troupes de Kemal Ataturk qui a chassé les Arméniens survivants hors de l'Arménie.

2. Quelle est sa langue maternelle ?

– Réponse : sa langue est le turc, car dans de nombreuses régions de l'empire ottoman, les autorités turques interdisaient aux minorités chrétiennes, dont les Arméniens, d'utiliser leur langue. C'est la raison pour laquelle de nombreux Arméniens dès avant 1915 ne parlaient pas l'arménien, mais le turc.

3. Comment a-t-elle survécu ?

– Réponse : elle a été aidée par des membres de sa famille qui lui ont permis d'aller de Smyrne en Grèce et d'être recueillie dans un orphelinat.

4. Quel a été l'itinéraire de ses premières années ?

– Réponse : elle est allée de Smyrne en Grèce où elle a rejoint sa famille à Salonique et a décidé par la suite de partir s'installer pour la France. Arrivée à Marseille en 1925, elle s'installe en Haute-Loire, puis à Lyon et finalement à Aubenas.

5. Que fait-elle en France ?

– Réponse : elle travaille dans des usines de soierie, puis dans la couture.

- Docs. p. 212-213 : débats autour du vote des immigrés.
- Docs. 1-3, p. 206-207 [doc. 1 et 3, p. 192] : loi Veil et autorisation de l'IVG.
- Docs. 4, p. 207 : réduction de la majorité de 21 à 18 ans.
- Docs. 5, p. 207 [doc. 2, p. 190 et 5, p. 191] : les réformes de société jusqu'en 1981.

Trace écrite : Après la Première Guerre mondiale, la France a fait massivement appel à des immigrés du reste de l'Europe pour relancer son économie. 70 000 Arméniens rescapés du Génocide de 1915, entre autres, sont ainsi venus s'y installer. Après 1945, des immigrés d'autres continents ont continué à venir vivre et travailler en Europe, posant la question du regroupement familial et de leur intégration dans les sociétés d'accueil. Les immigrés participent pleinement à la reconstruction du pays après la guerre et à la prospérité des Trente Glorieuses.

Durant ces décennies la société française se transforme en profondeur. La majorité est abaissée de 21 à 18 ans. De plus, un travail de fond est fait pour donner aux femmes leur place dans la société, notamment en légalisant l'IVG en assouplissant les formalités de divorce.

La V^e République conçue pour le général de Gaulle s'adapta aux personnalités très différentes des présidents Georges Pompidou (1969-1974) puis Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981). Durant cette période de prospérité et de développement, que l'on appelle les Trente glorieuses, la France a changé.

La société a évolué en accordant une place plus importante aux femmes (1970 : autorité parentale conjointe ; 1972 : ouverture aux femmes des concours d'entrée aux grandes écoles et 1975 : divorce par consentement mutuel) et les jeunes (1974 : majorité à 18 ans). De plus, l'émancipation féminine a été favorisée par le remboursement de la contraception en 1974 et la loi Veil autorisant les Interruptions Volontaires de Grossesse (IVG) en 1975.

CHAPITRE IV : Vie politique et société en France

11 Leçon 11 : Les années Mitterrand (1981-1995)

- Doc. 1, p. 208 : chronologie.
- Doc. 4, p. 209 [doc. 1, p. 188] : résultat des élections, l'alternance politique.
- Doc. 2, p. 208 : biographie de François Mitterrand.
- Doc. 3, p. 208 : les intentions de François Mitterrand d'après son discours d'investiture.
- Doc. 5, p. 209 : l'abolition de la peine de mort.
- Doc. 6, p. 209 [doc. 2, p. 190] : les réformes principales des premières années du septennat.

Trace écrite : *En 1981, et pour la première fois depuis la fondation de la V^e République, un président socialiste (gauche) arrive au pouvoir : François Mitterrand. Élu en affirmant qu'il abolirait la peine de mort alors qu'une majorité des Français y était favorable, il exécute sa promesse dès 1981. Durant ses trois premières années, une série impressionnante de réformes sont adoptées (doc. 6, p. 209). François Mitterrand reste au pouvoir même désavoué par le peuple lors de deux cohabitations. Il fut un ardent partisan de la construction d'une Europe forte. Il a aussi soutenu le président George Bush lors de la première guerre d'Irak (1991).*

12 Leçon 12 : Les années Chirac (1995-2007)

- Définition de cohabitation, p. 211.
- Doc. 1, p. 210 [/] : chronologie du premier septennat de Jacques Chirac.
- Doc. 2-3 et 5-6, p. 210-211 [doc. 1, p. 197] : dissolution de l'assemblée nationale et cohabitation.
- Doc. 4, p. 210 [docs. 192-193] : les principales réformes de Lionel Jospin.
- Doc. 3, p. 215 [/] : la réduction du mandat présidentiel.
- ▶▶ Adoption de la loi sur la reconnaissance du Génocide des Arméniens.
- Doc. 4, p. 215 [doc. 4, p. 191] : présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle en 2002.
- Doc. 1, p. 214 [/] : les partis politiques en France.

Trace écrite : *Élu en 1995, Jacques Chirac est un gaulliste (il se reconnaît dans l'héritage du général de Gaulle). Dès 1997, il dissout l'Assemblée nationale et perd les élections législatives ce qui ramène la gauche de Lionel Jospin au pouvoir. Chirac et son parti, le RPR, ont pâti de la montée de l'extrême-droite (FN). En 2000, il accepte la réduction du mandat présidentiel de 7 à 5 ans. Il tente de rendre à la France une audience internationale. Il refuse courageusement, enfin, de s'engager dans la seconde guerre d'Irak (2003), voulue par des Américains qui avaient menti pour pouvoir la déclencher.*